

## Diritto italiano

### Rassegna di giurisprudenza

## Diritto europeo

2.

**Corte europea dei diritti dell'uomo  
17.10.2013, caso Winterstein e altri c. Francia**

**diritto al rispetto per la vita privata e familiare - sgombero forzato di un gruppo di nomadi - misura non proporzionale né necessaria**

*art. 8 CEDU*

*(omissis)*

#### Procédure

*(omissis)*

#### En fait

##### 1. Les circonstances de l'espèce

7. Les requérants individuels sont pour la plupart issus du monde du voyage. *(omissis)*

16. Les requérants, tous de nationalité française, habitaient à Herblay, au lieu-dit du « bois du Trou-Poulet », où la plupart s'étaient installés depuis de nombreuses années ou étaient nés. Ils faisaient partie d'un groupe de vingt-six familles (42 adultes et 53 enfants, soit au total 95 personnes). Les requérants étaient établis sur des terrains dont ils étaient pour certains propriétaires, généralement locataires, ou qu'ils occupaient sans titre. Ces parcelles étaient situées en zone ND du plan d'occupation des sols (POS) publié en mai 2003, à savoir « zone naturelle qu'il convient de protéger en raison de la qualité du paysage et du caractère des éléments qui le composent ». Elles étaient également classées en zone ND dans les POS antérieurs. La zone Ndc, où ils étaient établis, permet le camping caravanning à condition que les terrains soient aménagés à cette fin, ou que les intéressés bénéficient d'une autorisation.

1. À la requête de la commune d'Herblay (ci-après la commune) et en vertu d'une ordonnance du président du tribunal de grande instance de Pontoise du 19 novembre 2003, deux huissiers de justice, accompagnés de policiers, se rendirent sur les lieux le 12 février 2004, afin de constater l'occupation des terrains et se faire communiquer l'identité de tous les occupants. Les huissiers dressèrent un procès-verbal de constat, dans lequel ils relevèrent en chaque point des terrains l'identité des oc-

## Rassegna di giurisprudenza

cupants, leur habitat (caravanes, bungalows, cabanes, constructions en dur). Le constat mentionnait notamment: «l'ensemble du site objet des présentes constatations est envahi par de très nombreux morceaux de voitures, de moteurs, pièces détachées automobiles et détritiques divers jonchant le bois autour des sites sur lesquels nous avons relevé les identités.». (*omissis*)

19. Par ordonnance du 2 juillet 2004, le juge des référés rejeta la demande de la commune. Après avoir relevé que la zone Ndc, où étaient établis les défendeurs, permettait le camping-caravaning, mais que le stationnement de caravanes pendant plus de trois mois était soumis à autorisation sauf si les terrains étaient aménagés, ce qui n'était pas le cas en l'espèce, le juge considéra qu'il était suffisamment établi que les défendeurs occupaient les lieux depuis de nombreuses années et bien antérieurement à la publication du plan d'occupation des sols (POS), que certains avaient bénéficié de l'installation régulière d'eau ou d'électricité, et que cette longue tolérance de la commune, si elle n'était en aucun cas constitutive d'un droit, ne permettait pas de constater l'urgence ou le trouble manifestement illicite, seuls susceptibles de justifier la compétence du juge des référés. (*omissis*)

21. En septembre 2004, la commune fit assigner quarante personnes, dont les requérants, devant le tribunal de grande instance de Pontoise, en formulant les mêmes demandes que devant le juge des référés. Les défendeurs et intervenants faisaient valoir qu'ils étaient établis au bois du Trou-Poulet depuis de nombreuses années, antérieurement à la publication du plan d'occupation des sols (POS), dans une zone où l'aménagement des terrains pour le camping-caravaning était permis; ils invoquaient le droit au logement, principe à valeur constitutionnelle, ainsi que l'arrêt *Connors c. Royaume Uni* (no 66746/01, 27 mai 2004), et mentionnaient l'obligation pour la commune de mettre des terrains à la disposition des gens du voyage.

22. Par jugement du 22 novembre 2004, le tribunal fit droit aux demandes de la commune. Il constata tout d'abord que le POS, publié en mai 2003, était exécutoire de plein droit tant qu'il n'était pas annulé, que les terrains occupés par les défendeurs se situaient en zone Ndc, permettant en principe l'aménagement pour le camping caravaning, mais qu'ils n'avaient pas été aménagés dans le respect des règles du code de l'urbanisme (article L. 443-1 du code). Le tribunal jugea dès lors qu'en l'absence d'autorisation ou arrêté préfectoral en leur faveur, les défendeurs avaient enfreint le POS en implantant les caravanes, mobil homes et cabanes sur les terrains, sans que la fourniture d'électricité par EDF (Électricité de France) soit créatrice de droit. Après avoir rappelé l'importance du droit au logement et ses fondements législatifs et constitutionnels, le tribunal considéra que, si tout devait être mis en œuvre par le législateur et les autorités publiques pour faire respecter ce droit autant qu'il était possible, il ne pouvait être consacré « au mépris de la légalité et du respect des règles en vigueur ».

22. Le tribunal analysa ensuite l'arrêt *Connors* précité et conclut que la situation dont il était saisi était différente, dans la mesure où il ne pouvait être invoqué ni une procédure d'expulsion sommaire (comme dans l'affaire *Connors*), ni une absence

de protection procédurale, puisque les défendeurs avaient pu soulever tous les arguments qu'ils estimaient nécessaires à leur défense devant un «tribunal indépendant» statuant au fond dans le respect de toutes les règles procédurales en usage en France. Le tribunal conclut qu'il n'estimait pas violer l'article 8 de la Convention. (*omissis*)

25. En conséquence, le tribunal condamna les défendeurs et intervenants à évacuer tous véhicules et caravanes et à enlever toutes constructions des terrains qu'ils occupaient. (*omissis*)

31. (*omissis*) Par une série d'ordonnances à la formulation identique du 3 novembre 2006, le magistrat délégué par le premier président de la Cour de cassation rejeta leurs recours contre ces décisions. (*omissis*)

## II. Le droit et la pratique internes et internationaux pertinents

(*omissis*)

### En droit

#### I. Sur la violation alléguée de l'article 8 de la Convention

(*omissis*)

#### II. Appréciation de la Cour

##### a. Existence d'une ingérence

141. La Cour rappelle que la notion de «domicile» au sens de l'article 8 de la Convention, ne se limite pas au domicile légalement occupé ou établi, mais qu'il s'agit d'un concept autonome qui ne dépend pas d'une qualification en droit interne. La question de savoir si une habitation particulière constitue un «domicile» relevant de la protection de l'article 8 dépend des circonstances factuelles, notamment de l'existence de liens suffisants et continus avec un lieu déterminé (*Buckley c. Royaume-Uni*, §§ 52-54, *Recueil des arrêts et décisions* 1996-IV, *McCann*, précité, § 46, *Prokopovitch c. Russie*, no 58255/00, 36, CEDH 2004 XI (extraits) et *Orlić c. Croatie*, no 48833/07, § 54, 21 juin 2011).

Or, en l'espèce, il n'est pas contesté qu'au moment des faits, les requérants étaient établis depuis de nombreuses années (entre cinq et trente ans) dans le bois du Trou-Poulet à Herblay. La Cour considère dès lors que les requérants entretenaient des liens suffisamment étroits et continus avec les caravanes, cabanes ou bungalows installés sur les terrains qu'ils occupaient pour qu'ils soient considérés comme leurs domiciles, indépendamment de la légalité de cette occupation selon le droit interne (*omissis*)

142. La Cour considère que la présente affaire met également en jeu, outre le droit au respect du domicile, le droit des requérants au respect de leur vie privée et familiale, comme le reconnaît implicitement le Gouvernement. Elle rappelle que la vie en caravane fait partie intégrante de l'identité des gens du voyage, même lorsqu'ils ne vivent plus de façon nomade, et que des mesures portant sur le stationnement des caravanes influent sur leur faculté de conserver leur identité et de mener une vie privée et familiale conforme à cette tradition (*Chapman*, précité, § 73, *Connors* précité, § 68 et *Wells c. Royaume-Uni* (déc.), no 37794/05).

b. Ingérence prévue par la loi

(*omissis*)

c. But légitime

(*omissis*)

146. La Cour observe que les terrains sur lesquels se sont établis les requérants sont inclus, selon le plan d'occupation des sols, dans une «zone naturelle qu'il convient de protéger en raison de la qualité du paysage et du caractère des éléments qui le composent». Cette zone ne peut être aménagée et occupée que selon une réglementation spécifique (voir paragraphe 48 ci-dessus). La Cour estime donc, comme dans l'affaire *Chapman* (§ 82), que l'ingérence en cause visait le but légitime que constitue la défense des «droits d'autrui» par le biais de la défense de l'environnement (voir également décisions *Wells* et *Stenegry et Adam* précitées). Il reste à établir si elle était «nécessaire dans une société démocratique», au sens de l'article 8 § 2.

d. Nécessité de l'ingérence

(*omissis*)

152. Il n'est pas contesté que les requérants étaient installés sur les terrains en cause depuis de nombreuses années ou qu'ils y étaient nés, et que la commune d'Herblay a toléré leur présence pendant une longue période avant de chercher à y mettre fin en 2004. Une différence doit être soulignée: contrairement à l'affaire *Yordanova et autres*, les terrains qu'ils occupaient n'étaient pas des terrains communaux, mais des terrains privés dont ils étaient pour la plupart locataires et, pour certains, propriétaires, terrains destinés en principe au camping caravanning, mais qui, faute d'aménagement ou d'autorisation préfectorale, ne pouvaient faire l'objet du stationnement permanent de caravanes (paragraphe 48 ci-dessus). (*omissis*)

155. La Cour rappelle que la perte d'un logement est une atteinte des plus graves au droit au respect du domicile et que toute personne qui risque d'en être victime doit en principe pouvoir en faire examiner la proportionnalité par un tribunal; en particulier, lorsque des arguments pertinents concernant la proportionnalité de l'ingérence ont été soulevés, les juridictions nationales doivent les examiner en détail et y répondre par une motivation adéquate.

156. Dans la présente affaire, les juridictions internes ont ordonné l'expulsion des requérants sans avoir analysé la proportionnalité de cette mesure (*Orlic*, précité, § 67 et *Yordanova et autres*, précité, § 122): une fois constatée la non-conformité de leur présence au plan d'occupation des sols, elles ont accordé à cet aspect une importance prépondérante, sans le mettre en balance d'aucune façon avec les arguments invoqués par les requérants (voir *a contrario Buckley*, précité, § 80 et *Chapman*, précité, § 108-109). Or, comme la Cour l'a souligné dans l'affaire *Yordanova et autres* (§ 123), cette approche est en soi problématique et ne respecte pas le principe de proportionnalité: en effet, l'expulsion des requérants ne peut être considérée comme «nécessaire dans une société démocratique» que si elle répond à un «besoin social impérieux» qu'il appartenait en premier lieu aux juridictions nationales d'apprécier. (*omissis*)

160. En outre, il faut tenir compte, comme l'admet le Gouvernement, de l'appartenance des requérants à une minorité vulnérable. La Cour rappelle qu'elle a déjà jugé que la vulnérabilité des Tsiganes et gens du voyage implique d'accorder une attention spéciale à leurs besoins et à leur mode de vie propre, tant dans le cadre réglementaire en matière d'aménagement que lors de la prise de décisions dans des cas particuliers (Connors précité, § 84, Chapman, précité, § 96 et décision Stenegry et Adam précitée). Elle a également affirmé dans l'arrêt Yordanova et autres (§§ 129 et 133) que, dans des affaires comme celle-ci, l'appartenance des requérants à un groupe socialement défavorisé et leurs besoins particuliers à ce titre doivent être pris en compte dans l'examen de proportionnalité que les autorités nationales sont tenues d'effectuer, non seulement lorsqu'elles envisagent des solutions à l'occupation illégale des lieux, mais encore, si l'expulsion est nécessaire, lorsqu'elles décident de sa date, de ses modalités et, si possible, d'offres de relogement. (*omissis*)

## **Diritti civili**

### **3.**

**Tribunale di Torino  
ordinanza 13.10.2013 - est. Paliaga**

**azione civile contro la discriminazione in materia richiamata dall'art. 409 c.p.c. - competenza del giudice del lavoro - sussistenza - previsione di generalizzata competenza del Tribunale civile ordinario a norma dell'art. 28 d.lgs. 150/2011 - esclusione - compatibilità tra le regole del rito sommario di cognizione e la competenza del giudice del lavoro - sussistenza  
causa in materia discriminatoria in carenza di altre domande per il risarcimento dei danni o la cessazione della violazione - interesse ad agire - sussistenza  
domanda di partecipazione alla selezione permanente per operatore di esercizio - cittadino straniero in possesso dello *status* di rifugiato e di coniugio con cittadina italiana - necessità del requisito della cittadinanza italiana richiesto dall'art. 10, regolamento allegato A r.d. 148/1931 per il personale delle ferrovie, tranvie e linee di navigazione interna in regime di concessione - norma implicitamente abrogata per incompatibilità con l'attuale assetto ordinamentale - necessità di eccezione di illegittimità costituzionale - esclusione - doverosa interpretazione costituzionalmente orientata  
possibilità per chi ha già instaurato un giudizio avente ad oggetto determinate domande, di instaurarne uno successivo attraverso la proposizione di nuove domande - sussistenza - violazione del divieto di *mutatio libelli* - insussistenza**

Rassegna di giurisprudenza

**risarcimento dei danni - danno *in re ipsa* - esclusione - onere del danneggiato di provare il danno patrimoniale e non patrimoniale - sussistenza**

*art. 10 Cost.; artt. 43, 44 TU n. 286/1998; art. 23 d.lgs. 30/2007; art. 25 d.lgs. 251/2007; artt. 39, 40, 409, 702 bis c.p.c.*

R.g.l. n. 7026/2012 - 831/2013. Il giudice, sciogliendo la riserva che precede,

Osserva

Il sig. [...] è cittadino congolese residente in Italia dal 2003, in possesso dello *status* di rifugiato dal 2004 e coniugato dal 2010 con una cittadina italiana.

Nel settembre 2010 il ricorrente ha presentato alla convenuta domanda di partecipazione alla selezione permanente per operatore di esercizio che è stata respinta in data 20.12.2010 in quanto “non sono ammessi alla selezione coloro che non siano in possesso della cittadinanza comunitaria europea” (doc. 1 parte 8 ricorrente).

Sostenendo di essere stato vittima di una discriminazione vietata dall’art. 43 co. 2 del d.lgs. 286/1998 e dagli artt. 2 e 3 del d.lgs. 215/2003 e di avere comunque diritto alla parità di trattamento con i cittadini italiani ai sensi dell’art. 23 d.lgs. 30/2007, in quanto coniuge di cittadina italiana, ed altresì ai sensi dell’art. 25 d.lgs. 251/2007, in quanto titolare dello *status* di rifugiato politico, il ricorrente ha depositato un ricorso ai sensi dell’art. 44 d.lgs. 286/1998 e dell’art. 4 d.lgs. 215/2003 chiedendo al giudice del lavoro di Torino di a) accertare il carattere discriminatorio del comportamento della società convenuta consistente nel “prevedere e richiedere la cittadinanza italiana o di Stato europeo come requisito per l’assunzione alle proprie mansioni”, di b) ordinare alla società convenuta di cessare tale comportamento, rimuovendo la richiesta di cittadinanza italiana o europea tra i requisiti di assunzione, e c) di accettare ed esaminare senza disparità di trattamento le domande di assunzione presentate da stranieri extracomunitari legalmente residenti in Italia e comunque la sua domanda di partecipazione alla selezione in questione.

La società convenuta si è costituita in giudizio chiedendo in via preliminare che il procedimento fosse rimesso ad una sezione del Tribunale civile ordinario, in quanto l’art. 28 d.lgs. 150/2011 (da applicarsi nel caso di specie per espresso richiamo da parte dell’art. 4 d.lgs. 215/2003) non prevede l’applicazione del rito del lavoro; ancora in via preliminare, la società convenuta ha eccepito la carenza in capo al ricorrente della legittimazione ad agire ad eccezione che per la domanda *sub c)* nella parte specificamente relativa alla sua posizione - in quanto la legittimazione in relazione alle altre domande è riservata dall’art. 44 co. 10 del d.lgs. 286/1998 e dall’art. 5 co. 1 del d.lgs. 215/2003 ad appositi soggetti di collettivi ivi specificamente individuati - e dell’interesse ad agire in relazione a quest’ultima - in quanto nel dicembre 2011 la procedura di selezione è stata sospesa e comunque il ricorrente ha ormai superato il 40° anno di età e dunque per la sua domanda di assunzione non vi sarebbe alcuna concreta possibilità di essere presa in esame.

Nel merito la società convenuta ha difeso il proprio comportamento come conforme alle previsioni dell’art. 10 regolamento allegato A r.d. 148/1931, il quale richiede

la cittadinanza italiana per l'ammissione al servizio in prova presso le aziende a cui esso si applica (tra le quali la [...] s.p.a. pacificamente rientra).

In considerazione delle predette difese di parte convenuta, il ricorrente ha depositato (chiedendone la riunione al precedente) un secondo ricorso ai sensi dei medesimi artt. 44 d.lgs. 286/1998 e 4 d.lgs. 215/2003 in cui ha riproposto le proprie censure circa la violazione da parte della società convenuta della normativa europea e nazionale in materia di parità di trattamento del cittadino straniero e la domanda di accertamento del carattere discriminatorio del comportamento della società convenuta consistente nel "prevedere e richiedere la cittadinanza italiana o di Stato europeo come requisito per l'assunzione alle proprie mansioni", sostituendo però le altre conclusioni con la domanda di condanna della medesima al risarcimento in suo favore b) del danno non patrimoniale e c) del danno patrimoniale da perdita di chance lavorativa derivati dalla sua condotta discriminatoria.

Nel costituirsi nuovamente in giudizio la convenuta ha eccepito l'inammissibilità delle nuove conclusioni in quanto frutto di una *mutatio libelli* inammissibile e, riproponendo l'eccezione di incompatibilità del procedimento con il rito del lavoro e le precedenti difese di merito, ha sostenuto l'infondatezza della domanda di risarcimento del danno per avere agito in conformità ad una norma di legge e comunque perché il ricorrente non aveva alcuna concreta opportunità di essere assunto.

Per effetto della modifica da parte del ricorrente delle sue conclusioni, oggetto della presente decisione è unicamente la domanda di accertamento della natura discriminatoria del comportamento tenuto dalla società convenuta nei suoi confronti e consistito nel respingere la sua domanda di partecipazione alla selezione in quanto privo della cittadinanza comunitaria europea.

Prendendo atto delle prime difese della società convenuta, infatti, il ricorrente ha abbandonato sia la domanda di condanna della stessa a rimuovere gli effetti della asserita discriminazione specificamente posta in essere nei suoi confronti (ovvero prendere in esame la sua domanda di partecipazione alla selezione inizialmente respinta per difetto di cittadinanza comunitaria europea), sia le domande di condanna alla rimozione della condotta asseritamente discriminatoria che ne ha costituito il presupposto (ovvero rimuovere dal regolamento della selezione permanente la richiesta della cittadinanza comunitaria europea quale condizione di assunzione), concentrando così la propria richiesta di tutela giudiziaria in relazione alla propria vicenda personale.

In considerazione di quanto sopra evidenziato e del complessivo tenore del secondo ricorso, la domanda *sub a)* di accertamento del carattere discriminatorio della condotta di parte convenuta, seppure formulata in termini generali, non può che essere intesa come volta a sottoporre all'attenzione del giudice la specifica condotta discriminatoria asseritamente posta in essere dalla convenuta in danno del ricorrente e consistente nel rigetto della sua domanda di partecipazione alla selezione in quanto privo di cittadinanza comunitaria europea.

## Rassegna di giurisprudenza

Ne deriva la perdita di rilevanza ai fini della presente decisione, oltre che della eccezione di difetto di interesse ad agire in merito alla domanda di rimozione degli effetti della condotta discriminatoria nei suoi diretti confronti, anche dell'eccezione di difetto di legittimazione attiva in capo al ricorrente in ordine alle domande che esulavano dalla sua posizione personale.

L'esame in ordine logico delle questioni residue non può che partire dalla eccezione avente ad oggetto l'asserita impossibilità per il giudice del lavoro di occuparsi del presente procedimento.

L'eccezione appare infondata.

L'art. 28 del d.lgs. 150/2011, a cui gli artt. 44 d.lgs. 286/1998 e 4 d.lgs. 215/2003 rinviano per l'individuazione delle regole processuali da applicare alle controversie ad essi relative, non contiene infatti alcuna previsione che consente di escludere la competenza del giudice del lavoro per i casi in cui la discriminazione riguarda appunto la materia del lavoro.

Esso si limita infatti a prevedere al I comma che tali controversie sono regolate dal rito sommario di cognizione di cui agli artt. 702 *bis* e ss. c.p.c. e, al co. 2, che "È competente il Tribunale del luogo in cui il ricorrente ha il domicilio".

La collocazione del rito sommario di cognizione nell'ambito del Titolo I del codice di procedura civile relativo ai "procedimenti sommari", d'altronde, non appare di certo significativa della sua inapplicabilità da parte del giudice del lavoro ove solo si consideri che quest'ultimo pacificamente applica le previsioni di cui agli artt. 669 *bis* e ss. contenute nel medesimo Titolo I, coordinandole quando è necessario (ad esempio quando il ricorso cautelare riproposto in corso di causa) con le regole proprie del rito del lavoro.

Non vi è dunque ragione per non applicare anche nel caso di specie le regole ordinarie di riparto delle cause tra giudice del lavoro e giudice ordinarie basate sul disposto dell'art. 409 c.p.c. e, in particolare, per non ritenere che la cognizione in merito alle denunce di discriminazione concernenti diritti connessi al rapporto di lavoro spetta alla competenza del giudice del lavoro.

Nel caso di specie la denunciata discriminazione riguarda il momento costitutivo di un rapporto di lavoro, il quale rientra certamente nell'ambito di competenza del giudice del lavoro ai sensi dell'art. 409 c.p.c., e dunque non possono esservi dubbi sull'appartenenza a quest'ultimo anche della controversia relativa a detta discriminazione.

Appare infondata anche l'eccezione di inammissibilità delle conclusioni aventi ad oggetto la domanda di risarcimento del danno non patrimoniale formulata nel secondo ricorso proposto dal sig. [...].

A fondamento della stessa la società convenuta pone il divieto della cd. *mutatio libelli* che - effettivamente - impediva a parte ricorrente di proporre tale nuova domanda nel giudizio instaurato con il primo ricorso. Parte convenuta sostiene che tale divieto verrebbe violato anche ove alla nuova domanda si desse ingresso nel primo giudizio attraverso la riunione con il secondo.



Il citato divieto di introdurre nuove domande è tuttavia specificamente previsto con riferimento al singolo procedimento, in relazione al quale coniuga la fondamentale esigenza di tutela del contraddittorio con la necessità di garantire la speditezza del giudizio. Ammettere nuove domande comporterebbe infatti l'inevitabile sacrificio di una delle due: quello - inammissibile - della prima ove il procedimento proseguisse senza concedere nuovi spazi difensivi in relazione alle novità ovvero quello - comunque inopportuno - della seconda ove si volesse tutelare contraddittorio.

Detti inconvenienti non sussistono, però, nel caso che venga proposto un nuovo giudizio in quanto la sua instaurazione è comunque regolata in modo da consentire l'esercizio del diritto di difesa al convenuto.

Il codice di rito non contiene d'altronde alcuna previsione da cui possa desumersi che, dalla pendenza di un giudizio, deriva la preclusione alla possibilità di instaurarne uno nuovo tra le medesime parti che abbia ad oggetto domande diverse, ma connesse a quella che forma oggetto del primo.

Tale evenienza costituisce anzi il presupposto fisiologico di tutti gli istituti del diritto processuale civile che disciplinano i rapporti tra più cause tra loro connesse, quali sono la continenza di cui all'art. 39 c.p.c., la connessione all'art. 40 c.p.c., la sospensione per pregiudizialità di cui all'art. 295 c.p.c.

Ebbene, la giurisprudenza è consolidata nel ritenere del tutto ammissibile e riconducibile alla continenza la situazione di più cause in cui "le questioni dedotte con la domanda anteriormente proposta costituiscano il necessario presupposto (alla stregua della sussistenza di un nesso di pregiudizialità logico-giuridica) per la definizione del giudizio successivo, come nell'ipotesi in cui le contrapposte domande concernano il riconoscimento e la tutela di diritti derivanti dallo stesso rapporto e il loro esito dipenda dalla soluzione di una o più questioni comuni" (così ad es. Cass. 16831 del 2012).

Ne deriva il necessario riconoscimento della possibilità, per chi ha già instaurato un giudizio avente ad oggetto determinate domande, di instaurarne uno successivo attraverso la proposizione di nuove domande connesse alle prime (con l'unico limite costituito dal formarsi del giudicato su queste ultime quando il rapporto tra le domande sia tale da rendere applicabile il principio secondo cui il giudicato copre il dedotto ed il deducibile) ed anche che tali domande, ove ciò sia consentito dalle regole relative ai citati istituti della continenza e della connessione, siano decise dal medesimo giudice competente in ordine alle prime.

Un'ulteriore questione preliminare posta dalla società convenuta ha ad oggetto l'ammissibilità della domanda di accertamento della discriminazione ove non venga accolta la domanda di condanna al risarcimento del danno, in quanto inammissibile ovvero infondata.

Benché questo giudice ritenga ammissibile per i motivi appena esposti la domanda risarcitoria proposta con il secondo ricorso, la questione è comunque rilevante in quanto, per i motivi che verranno esposti successivamente, tale domanda risulta infondata nel merito e quindi da respingere.

## Rassegna di giurisprudenza

Anche in relazione a tale questione la tesi di parte convenuta non appare tuttavia condivisibile.

Appare determinante al riguardo il tenore delle disposizioni normative che regolano il presente procedimento ed in particolare dell'art. 28 del d.lgs. 150/2011 intitolato "Delle controversie in materia di discriminazione", il quale stabilisce al co. 5 che "con l'ordinanza che definisce il giudizio il giudice può condannare il convenuto al risarcimento del danno anche non patrimoniale e ordinare la cessazione del comportamento, della condotta o dell'atto discriminatorio pregiudizievole, adottando, anche nei confronti della pubblica amministrazione, ogni altro provvedimento idoneo a rimuoverne gli effetti", e dell'art. 4 del d.lgs. 215/2003, il quale stabilisce al co. 1 che "In caso di accertamento di atti o comportamenti discriminatori, come definiti dall'art. 2 del presente decreto, si applica, altresì l'art. 44, co. 11, del d.lgs. 25.7.1998, n. 286/1998" ed al co. 2 che "Chi intende agire in giudizio per il riconoscimento della sussistenza di una delle discriminazioni di cui all'art. 2".

L'uso dell'espressione "può" da parte dell'art. 28 ed "altresì" da parte dell'art. 4 laddove fanno riferimento alla rimozione degli effetti della discriminazione ed al risarcimento del danno derivatone dimostrano infatti chiaramente che tali pronunce assolutamente non sono una condizione per poter agire in giudizio contro una discriminazione e che quindi, come peraltro dice espressamente il co. 2 dell'art. 4, si può agire in giudizio anche soltanto "per il riconoscimento della sussistenza" di essa.

Oltre che ammissibile, la domanda del ricorrente di accertamento della natura discriminatoria della condotta tenuta nei suoi confronti dalla società convenuta appare anche fondata nel merito.

È pacifico in atti che la domanda di partecipazione alla selezione permanente presentata dal ricorrente è stata respinta unicamente perché egli non è in possesso della cittadinanza comunitaria europea.

Non possono esservi dubbi - né in realtà la società convenuta prova a sostenere il contrario - sul fatto che detto comportamento della società convenuta contrasta con la previsione dell'art. 2 co. 3 d.lgs. 286/1998 secondo cui "la Repubblica italiana, in attuazione della convenzione dell'OIL n. 143 del 24.6.1975, ratificata con legge 10.4.1981, n. 158, garantisce tutti lavoratori stranieri regolarmente soggiornanti nel suo territorio e alle loro famiglie parità di trattamento in piena uguaglianza di diritti rispetto ai lavoratori italiani" ed integra perfettamente dal punto di vista oggettivo la previsione dell'art. 43 co. 2 del d.lgs. 286/1998 laddove, alla lett. c), qualifica come atto di discriminazione il comportamento di chi "si rifiuti di fornire l'accesso all'occupazione" (così come all'alloggio, all'istruzione, alla formazione e ai servizi sociali e socioassistenziali) "allo straniero regolarmente soggiornante in Italia soltanto in ragione della sua condizione di straniero".

Il fulcro della presente decisione è in effetti costituito unicamente dalla verifica circa la legittimità o meno di una tale condotta e, conseguentemente, la sua qualificabilità o meno come atto di discriminazione vietata.

La società convenuta si difende spiegando di aver rispettato le previsioni del regolamento di selezione permanente del personale di guida in vigore dall'1.10.2008 (doc. 3 di parte convenuta) il cui art. 5 colloca la "*cittadinanza comunitaria europea*" tra i requisiti di cui devono essere in possesso i candidati per partecipare alle selezioni e che tale regola, a sua volta, costituisce doverosa attuazione dell'art. 10 regolamento allegato A r.d. 148/1931 il quale richiede la cittadinanza italiana per l'ammissione al servizio in prova del personale delle ferrovie, tranvie e linee di navigazione interna in regime di concessione (ed è pacificamente applicabile al personale della società convenuta addetto al trasporto pubblico in forza di quanto previsto dalla legge 628/1952).

Sostenendo che tale norma è ancora in vigore nell'ordinamento, non potendosi ritenere che sia stata implicitamente abrogata dalla successiva normativa che si occupa in generale dell'accesso al lavoro degli stranieri, la società convenuta afferma che soltanto la rimozione della stessa ad opera della Corte costituzionale potrebbe consentire l'accoglimento delle conclusioni di parte ricorrente.

Ritiene tuttavia questo giudice che la decisione della presente controversia può e deve essere assunta senza necessità di sottoporre al vaglio costituzionale il citato art. 10.

Appare infatti del tutto condivisibile quanto già ritenuto dal Tribunale di Milano nell'ordinanza 20.7.2009 (prodotta da parte ricorrente come doc. 14) in merito alla "incompatibilità con l'attuale assetto ordinamentale della sopravvivenza della disposizione del r.d. n. 148/31, norma da ritenersi implicitamente abrogata nella parte in cui richiede la cittadinanza quale requisito di accesso al lavoro nel settore, e ciò ad opera, in primo luogo, del d.lgs. n. 286/1998/98 introdotto a seguito di una lunga evoluzione normativa".

A fronte delle argomentazioni ivi esposte - a cui si fa espresso richiamo nella presente ordinanza anche ai sensi dell'art. 118 disp. att. c.p.c. - la predetta conclusione costituisce l'unica possibile e doverosa interpretazione costituzionalmente orientata dell'attuale complesso normativo in materia di accesso al lavoro dello straniero, la quale rende la remissione della questione alla Corte costituzionale superflua ed anzi suscettibile di una pronuncia di manifesta inammissibilità analoga a quella di cui alla recente ordinanza n. 139 del 15.4.2011 (relativa alla questione di legittimità dell'art. 38, co. 1, del d.lgs. 30.3.2001, n. 165 nella parte in cui, contrariamente a quanto previsto per i cittadini appartenenti agli Stati membri dell'Unione europea, non consente di estendere l'accesso ai posti di lavoro presso le amministrazioni pubbliche anche ai cittadini extracomunitari).

Il raffronto tra l'art. 10 ed il regolamento della selezione permanente del personale di guida adottato dalla [...] s.p.a. nel 2008 rende d'altronde evidente come la stessa società convenuta ha ritenuto necessario coordinare tale norma, specificamente dettata per il suo settore di appartenenza nel lontano 1931, con le nuove regole generali in materia di accesso al lavoro introdotte nell'ordinamento nei decenni seguenti in attuazione degli obblighi derivanti allo Stato italiano dalla sua partecipazione

all'Unione Europea sostituendo il requisito della “cittadinanza italiana” previsto dal r.d. 148/1931 con quello della “cittadinanza comunità europea”.

Così facendo, la stessa società convenuta per prima ha dimostrato di ritenere tale norma ormai superata e se ne è discostata nell'individuare i requisiti di accesso alla selezione per il personale di cui si discute nel presente giudizio, ponendosi così nella condizione di non poter più invocare tale norma - e le ragioni che la giustificavano quando, 80 anni prima, venne promulgata - per giustificare la disparità di trattamento che essa realizza laddove ammette alla selezione permanente i soli cittadini europei, escludendone gli altri stranieri pur regolarmente soggiornanti nel territorio ai sensi dell'art. 2 co. 3 del d.lgs. 286/1998.

La società convenuta, d'altronde, non offre alcun argomento che possa giustificare una disparità di trattamento nella sua selezione del personale tra i lavoratori stranieri regolarmente soggiornanti nel suo territorio e alle loro famiglie a cui il citato art. 2 co. 3 d.lgs. 286/1998, in ossequio agli impegni assunti dall'ordinamento nei confronti della comunità internazionale con la sottoscrizione della convenzione OIL del 1975, garantisce “parità di trattamento e piena uguaglianza di diritti rispetto ai lavoratori italiani”, né esso appare francamente ravvisabile in relazione alle mansioni di autista pur nell'ambito del trasporto pubblico.

In considerazione di tutto quanto finora esposto, la delimitazione da parte della società convenuta dell'ammissione alla selezione permanente per cui è causa ai soli cittadini comunitari non può che essere qualificata come discriminatoria nei confronti dei lavoratori stranieri regolarmente soggiornanti nel territorio.

Appare dunque fondata e va accolta la domanda del ricorrente di accertare che la sua mancata ammissione a detta selezione in attuazione della predetta delimitazione costituisce un atto di discriminazione vietata.

Come anticipato in precedenza, non appare invece fondata la domanda di condanna al risarcimento del danno.

Sebbene una responsabilità risarcitoria della società convenuta sia in astratto configurabile (non avendo tenuto un comportamento conforme al r.d. 148/1931 o ad altra specifica norma di legge, infatti, la convenuta non può invocare l'esonero da responsabilità delineato dalla Corte costituzionale nella sua ordinanza n. 71 del 2009 invocata nella seconda memoria difensiva), nel caso di specie parte ricorrente non ha fornito in alcun modo elementi idonei a configurare l'esistenza di un danno risarcibile. La giurisprudenza è assolutamente consolidata nel ritenere che “In tema di danni non patrimoniali (ma il principio è ovviamente applicabile a qualsivoglia tipo di danno e, più in generale a qualsiasi tipo di pretesa azionata in giudizio, stante il fondamentale disposto dell'art. 2697 c.c.), è onere del danneggiato fornire al giudice del merito i necessari elementi di prova funzionali a dimostrare, sul piano processuale, tanto l'esistenza quanto l'entità delle conseguenze dannose risarcibili asseritamente subite a seguito del prodursi di un evento di danno connotato dal carattere del *contra ius* e del *non iure*, non essendo legittimamente predicabile, in seno al sottosistema civilistico della responsabilità, alcuna fattispecie di danni in *re*

*ipsa*” ( così ad es. Cassazione civile, sez. III, 13.12.2012, n. 22890). Nel chiedere il risarcimento del danno non patrimoniale per violazione della parità di trattamento, tuttavia, parte ricorrente ha ommesso qualsiasi riferimento concreto - oltre che qualsiasi offerta di prova - alle conseguenze che il rigetto della sua domanda di partecipazione alla selezione ha avuto sulla sua persona e sulla sua vita, limitandosi ad argomentare sulla asserita natura costituzionale del diritto a non essere discriminati e dunque sulla possibilità di risarcire il danno non patrimoniale che deriva dalla sua lesione anche al di fuori di un'ipotesi di reato. Quanto all'asserito danno patrimoniale da perdita di chances, il ricorrente si è limitato a sostenere che, in considerazione dei titoli ed esperienza lavorativa di cui era in possesso e del fatto che non aveva ancora quarant'anni, egli aveva possibilità molto concrete di essere assunto. La giurisprudenza consolidata, formatasi particolarmente in materia di concorsi pubblici, è tuttavia chiara nell'affermare che “è onere del preteso creditore dimostrare, pur se solo in modo presuntivo, il danno conseguente alla lesione di tale chance, tramite il ricorso ad un calcolo delle probabilità che evidenzii i margini di possibile raggiungimento del risultato sperato” (così Cass. 14820/2007). In assenza di dati in merito ai posti eventualmente disponibili e agli altri candidati ed anche in considerazione del fatto che pacificamente la selezione a dicembre 2011 è stata sospesa, gli elementi indicati dal ricorrente sono tuttavia assolutamente insufficienti a consentire una qualunque valutazione in ordine alle sue probabilità di essere selezionato.

La decisione sulle spese di lite segue la soccombenza della società convenuta in ordine alla domanda principale, ma l'abbandono delle altre domande contenute nel primo ricorso e l'infondatezza della domanda risarcitoria giustificano una compensazione per metà delle spese liquidabili in favore del ricorrente.

P.Q.M.

visto l'art. 702 *ter* c.p.c., respinta ogni altra domanda, accerta e dichiara il carattere discriminatorio del comportamento posto in essere dalla convenuta [...] s.p.a. consistente nel richiedere al ricorrente la cittadinanza comunitaria europea per l'ammissione alla selezione permanente per operatore di esercizio; condanna parte convenuta alla rifusione in favore del ricorrente di metà delle spese di lite - [...].

## Soggiorno

### 4.

**Tribunale amministrativo regionale per la Sicilia - sez. II  
sentenza 5.3.2013 n. 501 - est. Valenti**

**permesso di soggiorno - richiesta di rinnovo - diniego per asserita mancata dimostrazione di attività lavorativa svolta (mediante allegazione della busta paga o del CUD) - proposizione di ricorso - produzione in giudizio di docu-**

**mentazione atta a dimostrare l'esistenza del rapporto di lavoro - rilevanza degli elementi nuovi sopravvenuti - accoglimento del ricorso**

*art. 5 TU n. 286/98*

Sul ricorso RG. 2495 del 2012, proposto da [...] contro il Ministero dell'interno, la questura di Palermo, non costituiti in giudizio per l'annullamento del provvedimento n. CAT.A.12/2012 del 25.10.2012 concernente il diniego di rilascio del rinnovo del permesso di soggiorno per motivi di lavoro subordinato; [...]. Sentite le stesse parti ai sensi dell'art. 60 c.p.a. Ritenuto e considerato in fatto e diritto quanto segue.

Fatto e diritto

Con il ricorso in epigrafe indicato il ricorrente ha chiesto l'annullamento, previa sospensione e degli effetti ed emanazione di misura cautelare provvisoria, del provvedimento di rigetto dell'istanza di rinnovo del permesso di soggiorno.

Il mezzo è affidato ad un unico profilo di doglianza con il quale si censura la violazione e la falsa applicazione dell'art. 5 d.lgs. 268/1998 e s.m.i, nonché l'omessa valutazione e il travisamento di fatti oltre l'eccesso di potere.

Con decreto presidenziale n. 1 del 2 gennaio 2013 è stata accolta la domanda di misure cautelari urgenti ex art. 56 c.p.a. L'amministrazione intimata, pur ritualmente evocata, non si è costituita in giudizio.

Ciò posto, ritiene in primo luogo il Collegio che il giudizio può essere definito con sentenza in forma semplificata emessa, ai sensi dell'art.60 c.p.a., adottata in esito alla Camera di Consiglio per la trattazione dell'istanza cautelare, stante l'integrità del contraddittorio e l'avvenuta, esaustiva, trattazione delle tematiche oggetto di giudizio e l'espresso avviso dato dal Presidente alle parti costituite, come da verbale.

Il ricorso è fondato e va accolto per le considerazioni che seguono.

Il provvedimento impugnato motiva il rigetto della domanda di rinnovo del permesso di soggiorno in ragione della mancata prova da parte del ricorrente della sussistenza del rapporto di lavoro dichiarato nella domanda, stante la mancata allegazione della busta paga ovvero del CUD.

Ancorché in un momento successivo a quello assegnato con la comunicazione dei motivi ostativi all'accoglimento della domanda, il ricorrente documenta in atti la sussistenza dei requisiti per il favorevole esito della domanda di rinnovo del permesso di soggiorno, siccome produce atti idonei a supportare l'effettiva sussistenza del rapporto, alle dipendenze della ditta [...], mercé il CUD 2012 (redditi 2011) e il certificato INAIL.

Elementi questi ultimi che depongono per la fondatezza della censura sopra riportata anche alla stregua dell'insegnamento della giurisprudenza del Consiglio di Stato che ha precisato come "In materia di immigrazione secondo l'art. 5, co. 5, del d.lgs. n. 286 del 1998 (TU immigrazione) il provvedimento di diniego del permesso di soggiorno non costituisce atto vincolato in relazione alla situazione esistente al momento della richiesta, ossia non deve limitarsi a verificare la sussistenza di una circostanza obiettivamente ostativa (come, ad es., una condanna penale), ma occor-

re che siano valutati gli elementi sopravvenuti e rispetto ai quali l'interessato possa fornire in sede procedimentale opportuni chiarimenti" (Consiglio di Stato, sez. III, 17.5.2012, n. 2856, conferma della sentenza del Tar Calabria - Catanzaro, sez. I, n. 1075/2011).

Facendo applicazione del principio appena esposto al caso in specie, il ricorso va quindi accolto con conseguente annullamento del provvedimento impugnato, salvi gli ulteriori provvedimenti di competenza dell'amministrazione.

La natura della controversia e la scelta dell'Amministrazione di non costituirsi in giudizio depongono per non far applicazione della regola della soccombenza, integralmente compensando tra le parti le spese di lite.

P.Q.M.

il Tribunale amministrativo regionale per la Sicilia (sez. II) definitivamente pronunciando sul ricorso, come in epigrafe proposto, lo accoglie e per l'effetto annulla il provvedimento impugnato. Spese compensate. [...].

## 5.

### **Tribunale amministrativo regionale per la Toscana - sez. II sentenza 16.12.2013 n. 1723 - rel. Romano**

**PSCE - procedimento di aggiornamento del titolo - provvedimento di revoca a causa di condanna penale successiva all'originario rilascio - automatismo - illegittimità; necessità di valutazione in concreto dell'effettiva pericolosità sociale**

*art. 9 TU n. 286/98*

Sul ricorso RG. 1543 del 2013, proposto da [...] contro la questura di Prato in persona del questore *pro tempore*, il Ministero dell'interno [...] per l'annullamento del provvedimento del questore di Prato del 13.3.2013, Cat. A12.2013 Immigr. prot. 158/2013, notificato in data 15.3.2013, con il quale viene revocato il permesso CE per soggiornanti di lungo periodo, nonché di ogni altro atto, anche di estremi sconosciuti. [...]. Con il ricorso in epigrafe indicato è impugnato il provvedimento con il quale l'amministrazione ha revocato la carta di soggiorno per soggiornanti di lungo periodo, in sede di istanza di aggiornamento del titolo presentata dal ricorrente, sulla base della seguente motivazione: "Preso atto che al momento della presentazione dei documenti non ha dimostrato di avere un lavoro stabile, ovvero che risulta essere disoccupato dal 26.9.2012 e pertanto non in grado di avere i mezzi di sussistenza come previsto dalla normativa vigente in materia. Preso atto che il richiedente risulta essere stato condannato dal Tribunale di Firenze per reati ostativi, ovvero ricettazione contrabbando; visto l'art. 9 co. 3 del d.lgs. 286/98 nel quale è prevista la revoca della carta di soggiorno se è stata emessa sentenza anche non definitiva per i reati di cui ai riferimenti negli artt. 383 e 381 c.p.p. Considerato che [...] non è stato in grado di produrre documentazione tale da potergli garantire in-

## Rassegna di giurisprudenza

dipendenza economica duratura e che lo stesso è stato condannato per i reati sopra menzionati”.

Avverso l'atto impugnato, sono stati dedotti i seguenti motivi:

violazione dell'articolo 9 del decreto legislativo n. 286/98 e dell'art. 17 d.p.r. n. 394/99 con riferimento alla richiesta di semplice aggiornamento e non di rilascio del titolo di soggiorno, violazione dell'art. 9 co. 4 stesso decreto in ordine alla valutazione della pericolosità sociale, violazione dell'art. 9 co. 9 stesso decreto per il mancato rilascio del permesso di soggiorno ad altro titolo; in particolare, premesso che la revoca del permesso CE per soggiornante di lungo periodo può essere determinata soltanto dalla pericolosità sociale del soggetto e che per i titolari del permesso in questione essa è possibile solo nel caso in cui vengono a mancare le condizioni previste dal co. 4 dell'art. 9, sarebbe illegittima la valutazione effettuata dalla questura di Prato in ordine al lavoro e ai mezzi di sussistenza del ricorrente: a tal fine comunque si producono modello CUD 2011 da cui risulta che il reddito prodotto per l'anno 2010 è stato di oltre 13.000 euro, il modello CUD 2012 da cui risulta un reddito per l'anno 2011 di oltre 15.000 euro, successivamente il ricorrente ha percepito indennità di disoccupazione, come risulta dal prospetto Inps, infine con effetto dal giugno 2013 è stato assunto a tempo indeterminato con la qualifica di operaio. Assolutamente illegittima, secondo il ricorrente, risulta dunque la motivazione addotta dalla Questura e comunque nessuna motivazione è stata formulata in ordine all'inserimento sociale e familiare del richiedente, in particolare alcuna considerazione è stata svolta sulla presenza della moglie del figlio. Infine appare evidente l'errore in cui sarebbe incorsa la Questura, atteso che nel provvedimento impugnato si fa evidentemente riferimento all'art. 9 co. 3 nel testo previgente le modifiche apportate dal d.lgs. n. 3 del 2007; così come non sarebbe stato considerato che la sentenza del Tribunale di Firenze del 23.3.2012, da cui risulta la condanna per i reati di cui agli artt. 474 e 648 c.p., si riferisce alla vendita di una borsa e di sei cinture con marchi contraffatti: si tratta dunque di un unico precedente, risalente ormai nel tempo, connotato da totale assenza di pericolosità sociale.

Costituitasi in giudizio, l'Amministrazione intimata ha chiesto la reiezione del ricorso siccome infondato.

La causa, chiamata alla camera di consiglio sopra indicata, è stata trattenuta in decisione, anche per la definizione del merito, sussistendone i presupposti.

Il ricorso è fondato e merita di essere accolto.

Su istanza di aggiornamento del permesso di soggiorno CE per soggiornanti di lungo periodo, presentata dal ricorrente che ne è titolare dal 2012, la questura di Prato ha disposto la revoca del titolo in base ad una motivazione che fa perno, da un lato, sulla mancanza di un lavoro stabile e della disponibilità di adeguati mezzi di sussistenza del ricorrente, e dall'altro sulla sentenza di condanna emessa dal Tribunale di Firenze per reati ritenuti ostativi, che imporrebbero *ex se* la revoca del titolo ai sensi dell'art. 9 co. 3 del d.lgs. n. 286/98.



Rileva il Collegio che l'art. 9 co. 4, d.lgs. n. 286/1998 dispone in tema che "Il permesso di soggiorno CE per soggiornanti di lungo periodo non può essere rilasciato agli stranieri pericolosi per l'ordine pubblico o la sicurezza dello Stato. Nel valutare la pericolosità si tiene conto anche dell'appartenenza dello straniero ad una delle categorie indicate nell'art. 1 della legge 27.12.1956 n. 1423, e succ. modificazioni, ovvero di eventuali condanne anche non definitive, per i reati previsti dall'art. 380 c.p.p., nonché, limitatamente ai delitti non colposi, dall'art. 381 del medesimo codice. Ai fini dell'adozione di un provvedimento di diniego di rilascio del permesso di soggiorno di cui al presente comma il questore tiene conto altresì della durata del soggiorno nel territorio nazionale e dell'inserimento sociale, familiare e lavorativo dello straniero".

Dalla lettura della norma pacificamente si evince che non sussiste alcun automatismo in ordine al rilascio o alla revoca del titolo di soggiorno in parola connesso alle condanne penali ascritte all'interessato, dovendo in ogni caso l'Amministrazione porre in essere una motivata valutazione sulla pericolosità dello straniero che tenga anche conto della durata del soggiorno nel territorio nazionale e dell'inserimento sociale, familiare e lavorativo dello straniero (*ex multis*, Cons. St. sez. III, 13.9.2013, n. 4539; Tar Emilia-Romagna, Parma, 24.10.2012, n. 307; Tar Toscana, sez. II, 4.11.2011, n. 1180).

Nella fattispecie, tale discrezionale apprezzamento non risulta compiuto dalla Questura intimata che si è limitata a censurare la mancanza di disponibilità di adeguati mezzi di sussistenza e, sopra tutto, la presunta ostatività dell'unica condanna riportata dal ricorrente per i reati di cui agli artt. 474 e 648 c.p., riferiti alla vendita di una borsa e di sei cinture con marchi contraffatti.

Trattandosi di unico precedente, risalente ormai nel tempo, connotato da totale assenza di pericolosità sociale, la motivazione posta a sostegno del provvedimento impugnato si palesa evidentemente viziata e comporta l'annullamento dell'atto, in accoglimento del ricorso proposto.

Conclusivamente, il ricorso va accolto con conseguente annullamento del provvedimento impugnato.

Spese ed onorari di giudizio, secondo la regola generale, vanno posti a carico della parte soccombente e sono liquidati nella misura di cui in dispositivo.

P.Q.M.

il Tribunale amministrativo regionale per la Toscana (sez. II) definitivamente pronunciando sul ricorso, come in epigrafe proposto, lo accoglie e per l'effetto annulla il provvedimento impugnato. Condanna l'Amministrazione dell'interno al pagamento delle spese e degli onorari di giudizio [...].

6.

**Tribunale amministrativo regionale per il Piemonte - sez. I  
sentenza 10.1.2014 n. 47 - rel. Limongelli**

**permesso di soggiorno CE per soggiornanti di lungo periodo - revoca per intervenuta condanna penale - automatismo - illegittimità**

**permesso di soggiorno CE per soggiornanti di lungo periodo - mancata valutazione effettiva della durata del soggiorno in Italia e dell'esistenza di vincoli familiari - illegittimità**

*art. 9 TU n. 286/98*

Sul ricorso RG. 1132 del 2013, proposto da [...] contro il Ministero dell'interno, [...] per l'annullamento del provvedimento emesso dal questore di Torino in data 2.5.2013, prot. n. 328/2013, notificato alla ricorrente il 22.7.2013, avente ad oggetto la revoca del permesso di soggiorno CE per soggiornanti di lungo periodo; di ogni altro atto presupposto, preparatorio, connesso o consequenziale. [...].  
Ritenuto e considerato in fatto e diritto quanto segue.

Fatto e diritto

1. La ricorrente, cittadina nigeriana, regolarmente soggiornante in Italia dal 9.12.1998 per motivi di lavoro e titolare di permesso di soggiorno CE per soggiornanti di lungo periodo rilasciato il 10.12.2004, impugna il provvedimento indicato in epigrafe con cui il questore della provincia di Torino ha disposto la revoca del predetto titolo di soggiorno.

2. Il provvedimento è stato adottato sulla scorta di un'articolata motivazione, che può essere così sintetizzata:

- la ricorrente ha riportato in data 2.12.2012 una condanna in appello alla pena di anni 7 e mesi 4 di reclusione ed € 40.000 di multa per la violazione degli artt. 3, 5, 8 e 4 l. 75/58 e 110, 601 co. 1, 600 co. 1 e 2, 12 co. 3 lett. d) c.p., art. 3 *ter* lett. a) e b) d.lgs. 286)8, perché, in concorso con connazionali, tra il 2004 e il 2010, con più azioni del medesimo disegno criminoso, favoriva e sfruttava la prostituzione di diverse ragazze connazionali, percepandone i proventi dopo aver organizzato e finanziato il loro ingresso illegale con documenti falsi ed esercitando intimidazioni, attraverso riti magici e suggestioni psicologiche, al fine di proseguire lo sfruttamento;

- la ricorrente, pur essendo in Italia da molti anni, non ha dimostrato alcuna volontà di inserirsi nel contesto socio-lavorativo italiano, preferendo optare per la devianza e l'illegalità, denotando una personalità incline alla condotta illecita da cui trarre i mezzi di sostentamento, con conseguente pericolosità per l'ordine e la sicurezza pubblica;

- benché la ricorrente abbia esercitato il diritto al ricongiungimento familiare, appaiono prevalenti, sul diritto della ricorrente all'unità familiare, le ragioni di tutela dell'ordine e della sicurezza pubblica.

3. Con un unico articolato motivo, la ricorrente ha lamentato:

- il reato per il quale essa è stata condannata non attiene alla sicurezza dello Stato, e dunque non rileva ai fini della valutazione della pericolosità sociale della straniera, secondo quanto previsto dall'art. 9 d.lgs. n. 268/98;
- l'affermazione della pericolosità sociale della ricorrente non sarebbe stata in alcun modo motivata nell'atto impugnato, essendo stata desunta in modo automatico dalla sentenza di condanna;
- il questore non avrebbe tenuto conto della durata del soggiorno sul territorio nazionale e, soprattutto, della sua situazione personale e familiare: la ricorrente vive in un alloggio di edilizia residenziale pubblica ottenuto in assegnazione, assieme al proprio marito (titolare anch'egli di permesso di soggiorno CE per soggiornanti di lungo periodo) e a tre figli minori, nati in Italia, due dei quali titolari di permesso di soggiorno CE per soggiornanti di lungo periodo, il terzo nato da pochi mesi; la ricorrente attualmente vive in casa agli arresti domiciliari;
- l'applicazione alla ricorrente dell'espulsione a titolo di misura di sicurezza, disposta dal giudice penale, non comporta automaticamente la revoca del titolo di soggiorno, dal momento che la sanzione dell'espulsione opera "a pena espiata", e comunque potrebbe essere revocata dal magistrato di sorveglianza nel caso in cui ritenesse che la ricorrente non è più pericolosa.

4. Il Ministero dell'interno, ritualmente intimato, non si è costituito.

5. All'udienza in Camera di Consiglio del 12 dicembre 2013, la causa è stata trattata per essere definita con sentenza in forma semplificata, sussistendone i presupposti di legge e sentita, sul punto, la difesa di parte ricorrente.

6. Il ricorso è fondato.

6.1. L'art. 9 del d.lgs. 286/1998 dispone che il permesso di soggiorno CE per soggiornanti di lungo periodo (già carta di soggiorno) "non può essere rilasciato agli stranieri pericolosi per l'ordine pubblico o la sicurezza dello Stato. Nel valutare la pericolosità si tiene conto anche dell'appartenenza dello straniero ad una delle categorie indicate nell'art. 1 della legge 27.12.1956, n. 1423, come sostituito dall'art. 2 della legge 3.8.1988, n. 327, o nell'art. 1 della legge 31.5.1965, n. 575, come sostituito dall'art. 13 della legge 13.9.1982, n. 646, ovvero di eventuali condanne anche non definitive, per i reati previsti dall'art. 380 c.p.p., nonché, limitatamente ai delitti non colposi, dall'art. 381 del medesimo codice. Ai fini dell'adozione di un provvedimento di diniego di rilascio del permesso di soggiorno di cui al presente comma il questore tiene conto altresì della durata del soggiorno nel territorio nazionale e dell'inserimento sociale, familiare e lavorativo dello straniero".

6.2. Sulla scorta di tale disposizione si è consolidato in giurisprudenza un indirizzo interpretativo del tutto univoco secondo il quale, ai sensi dell'art. 9, TU 25.7.1998 n. 286, come sostituito in attuazione della normativa comunitaria dall'art. 1, d.lgs. 8.1.2007, n. 3, il diniego di rilascio o la revoca del "permesso per lungo soggiornanti" devono essere sorretti da un giudizio di pericolosità sociale dello straniero, con una motivazione articolata non solo con riguardo alla circostanza dell'intervenuta condanna penale, ma su più elementi, ed in particolare con riguardo alla du-

## Rassegna di giurisprudenza

rata del soggiorno nel territorio nazionale e all'inserimento sociale, familiare e lavorativo dell'interessato, escludendo l'operatività di ogni automatismo in conseguenza di condanne penali riportate (Tar Piemonte, sez. I 5.4.2013, n. 419; Tar Torino, sez. I, 6.2.2013, n. 167; Tar Torino, sez. II, 3.7.2012, n. 796; Tar Aosta, sez. I, 13.2.2013, n. 10; Tar Campobasso, sez. I, 21.11.2012, n. 627; Tar Trento, sez. I, 8.11.2012, n. 330; Tar Lazio Roma, sez. II, 7.9.2012, n. 7614; Tar Catanzaro sez. I, 25.8.2012, n. 875).

6.3. Nel caso di specie, come giustamente osservato dalla ricorrente, il diniego impugnato si è fondato in modo pressoché esclusivo sulla considerazione della condanna penale riportata dall'interessata, da cui il questore ha tratto, sia pure in modo argomentato e non apodittico, una valutazione di pericolosità della ricorrente per l'ordine e per la sicurezza pubblica.

6.4. È però mancata, secondo il Collegio, un'adeguata valutazione sia in ordine alla durata del soggiorno in Italia della straniera (la quale vive regolarmente sul territorio nazionale dal 1998), sia soprattutto in ordine alla sua situazione familiare, documentata in giudizio (la ricorrente vive in un alloggio di edilizia popolare - attualmente agli arresti domiciliari - assieme a suo marito, titolare di permesso di soggiorno CE per soggiornanti di lungo periodo, e a tre figli minori, due dei quali titolari di analogo permesso, il terzo nato da pochi mesi).

6.5. Su tali profili, secondo il Collegio, è mancata un'adeguata valutazione da parte dell'amministrazione, come invece sarebbe stato doveroso ai sensi della norma citata. Gli unici riferimenti a tali profili contenuti nella motivazione del provvedimento impugnato si riducono sostanzialmente a formule di stile, disancorate da un'effettiva e concreta valutazione della specifica fattispecie.

7. Alla stregua delle considerazioni fin qui svolte, va disposto l'annullamento dell'atto impugnato ai fini di un motivato riesame del parte dell'amministrazione resistente, da condursi nel rispetto dei principi di diritto sopra esposti.

8. Le spese di lite possono essere compensate, ricorrendone giusti motivi per la peculiarità delle questioni esaminate

P.Q.M.

il Tribunale amministrativo regionale per il Piemonte (sez. I), definitivamente pronunciando sul ricorso indicato in epigrafe, lo accoglie e per l'effetto annulla l'atto impugnato, nei sensi e per gli effetti indicati in motivazione. Spese compensate. [...].